



## **MANIFESTATION UNITAIRE JEUDI 17 SEPTEMBRE 2020**

Les organisations syndicales de Seine et Marne, Solidaires 77, FSU 77 et CGT font le constat d'une situation sociale dramatique dont toutes les conséquences précises ne sont pas encore pleinement mesurables à ce jour.

Le gouvernement a, sans états d'âme, abandonné les « premier.e.s de corvée ». Non seulement le Ségur de la santé n'a annoncé aucun changement ni infléchissement dans la politique de démantèlement du service public de santé, mais il la conforte en poursuivant la gestion libérale, purement comptable, et en dégradant encore un peu plus les conditions de travail. Des miettes pour les salaires, un nombre à minima d'annonces de créations d'emplois (moins de 4 emplois par établissement), quant aux lits promis, les 4000 ne compensent même pas les 4700 supprimés sous le quinquennat Macron ...

Dans l'éducation nationale, même constat, les fermetures de classe continuent alors que seuls leur dédoublement et le réemploi immédiat de tous les contractuels et l'embauche des lauréats aux concours sur liste d'attente permettraient d'assurer correctement les missions d'éducation dans ce contexte sanitaire critique.

Les organisations syndicales CGT77, FSU 77 et Solidaires 77 réaffirment leur soutien à un véritable plan d'urgence pour l'hôpital public et l'éducation nationale.

Aucun bilan précis n'est encore totalement tiré sur les dégâts sociaux de la politique généralisée du confinement et des mesures de suspensions d'activité. Mais le constat est clair, dès le 17 mars, 1<sup>er</sup> jour du confinement, ce sont les plus précaires (intérimaires, temps partiels, contrats courts, jobs étudiants...) qui ont été abandonnés. En quelques jours, 500 000 emplois sont supprimés brutalement en France, l'appareil d'État a fait un choix clair, celui de renoncer à son devoir de protection des plus fragiles pour rester fidèle à sa doxa libérale.

En Ile de France, l'estimation serait de 300 000 emplois supprimés en 2020.

Depuis, la multiplication des plans sociaux (aviation, automobile, commerce, hôtellerie restauration...) s'est accompagnée de cadeaux au patronat de la part du gouvernement, plus de 500 aides directes différentes, 1, 3 milliards sur la seule Ile de France sans aucune contrepartie ni engagement ni contrôle. Cette crise risque, si nous ne nous mobilisons pas massivement, de permettre au Medef et au gouvernement d'accélérer leurs contre-réformes destructrices. Ce qui est plus que jamais dans le viseur, ce sont les garanties collectives, les services publics mais aussi la notion même de salariat.

Les organisations syndicales Solidaires77, CGT 77 et FSU 77, dans la continuité des actions du printemps dernier, s'opposent à la surenchère libérale détruisant les conquises sociales et l'emploi, aggravant les conditions de travail, précarisant davantage les salarié.e.s et créant un frein à l'insertion des jeunes qui aujourd'hui n'accèdent à un emploi stable qu'à l'âge de 28 ans en moyenne.

L'urgence sociale, c'est le développement de l'emploi stable et durable, le recours aux licenciements devant être encadré, resté exceptionnel et interdit dans les entreprises qui font des profits ; en aucun cas il ne doit être une variable d'ajustement pour le maintien des dividendes des actionnaires. Pour relancer la machine économique, la question de l'augmentation des salaires et des pensions est centrale tout comme la réduction du temps de travail, un autre partage et une autre utilisation des richesses créées par les salarié.e.s.

La FSU 77, Solidaires 77 et La CGT77 réitèrent leurs demandes d'abandon pur et simple de la réforme de l'assurance chômage et du projet de retraite par points. Elles revendiquent une véritable hausse des salaires, une réduction du temps de travail, de meilleures conditions de travail. Elles se prononcent pour un meilleur service public avec plus de moyen et des recrutements de personnels titulaires.

La rentrée s'annonce compliquée, nous ne laisserons pas les débats sans fin sur port du masque ou pas occulter nos revendications. Ces débats doivent rester pilotés par le monde médical et ses chercheurs dans la seule finalité de santé publique. Ce que réclament les organisations c'est la protection des salariés dans les entreprises et services, des enfants et des jeunes dans les établissements scolaires et universités et de l'ensemble de la population. Lorsque les contraintes sanitaires exigent du matériel spécifique, il est clair qu'il doit être gratuit et mis à disposition.

**Solidaires77, FSU 77 et La CGT77 appellent à une journée de mobilisation et de manifestation le jeudi 17 septembre pour les revendications suivantes :**

Gratuité des masques et accès aux tests de dépistage dans les universités et entreprises

- Retrait des aspects liberticides de « l'état d'urgence sanitaire » qui a été prolongé jusqu'au 31 octobre 2020.
- Pour un plan d'urgence pour l'hôpital public et l'éducation nationale
- Hausse des salaires
- Réduction du temps de travail
- Interdiction des licenciements
- Conditionnaliser et contrôler les aides aux entreprises, fin des exonérations de cotisations sociales.
- Prolongement des droites des chômeurs et des chômeuses ainsi que le rétablissement des autorisations d'absence (ASA) pour les personnels à risque
- Abandon de la « réforme » des retraites et de la réforme de l'assurance chômage.

**Rassemblement le Jeudi 17 septembre 2020**

**10h : Devant la préfecture de Seine et Marne à Melun**

**Contact presse CGT : Patrick Masson 06 82 57 66 72**

**Melun le 14 septembre 2020**